



La CCA souhaite ardemment connaître clairement les enjeux commerciaux et économiques au Nouveau-Brunswick

La Chambre de commerce de l'Atlantique (CCA) veut savoir ce que les chefs de parti provinciaux feront au cours des quatre prochaines années et elle leur pose des questions sur la façon qu'ils réaliseront leurs objectifs pour le Nouveau-Brunswick.

« Les dirigeants potentiels du Nouveau-Brunswick ont de graves problèmes économiques et financiers à régler, soutient Valerie Roy, directrice générale de la CCA. Le milieu des affaires stimule la croissance, l'innovation et l'emploi. De ce fait, elle a nettement un intérêt dans les décisions stratégiques qui se prendront d'ici 2018. La CCA veut faire la lumière sur des politiques publiques qui touchent tout le monde. »

La CCA pose des questions directes à tous les chefs de parti sur les sujets suivants : la dette de la province, la mise en valeur responsable des ressources, le gouvernement efficace, l'éducation, la foresterie et les soins de santé. Les chefs d'entreprise aimeraient que soient clarifiées des questions comme le rendement amélioré des étudiants, la mise en œuvre du régime des ordonnances et des médicaments onéreux, les éléments probants utilisés pour déterminer les positions des partis sur la mise en valeur du gaz de schiste et d'autres sujets importants.

« Les électeurs devraient être en mesure de faire un vote éclairé, indique Mme Roy. Nous apportons une contribution en interrogeant les chefs de parti sur les grands enjeux et en communiquant leurs réponses à nos membres. Ceux-ci veulent savoir comment le gouvernement compte rembourser la facture de carte de crédit collective du Nouveau-Brunswick au cours des quatre prochaines années. Ils veulent aussi savoir sur quels éléments probants provenant de tiers indépendants un parti fonde sa politique sur la mise en valeur du gaz de schiste. Le parti annulerait-il le système « sans échec » pour refléter les pratiques courantes? Ces enjeux et d'autres encore nous concernent tous. »

Le cadre de représentation de la CCA vise à améliorer l'économie, la position concurrentielle, le milieu des affaires et la main-d'œuvre du Nouveau-Brunswick, et ce, à court et à long termes. Le cadre des 4P comprend la population (croissance, attraction-rétention des jeunes et des immigrants), la productivité (de meilleurs résultats des ressources visant à maintenir un niveau de vie), la politique (un environnement de création d'emploi et de richesse durables) et le partenariat (coordination de ressources pour générer des bénéfices pour tous).

Depuis 1896, la Chambre de commerce de l'Atlantique et ses prédécesseurs défendent la cause du monde des affaires dans le Canada atlantique. La Chambre représente plus de 16 000 entreprises par l'entremise d'un réseau de 100 chambres de commerce membres réparties dans la région.